

Le pouvoir aux travailleurs

13 juin 2010

N° 163

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- COUPE DU MONDE EN AFRIQUE DU SUD : ETALAGE DE RICHESSES D'UN COTE, MISERE DE L'AUTRE	2 - 3
- QUE VALENT DES RESPONSABLES QUI NE SONT MEME PAS CAPABLES DE FOURNIR DE L'EAU POTABLE À LA POPULATION?.....	4
- GREVE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	5
- L'OBSCURANTISME TUE !	5 - 6
- IL EST INADMISSIBLE QUE 4 MILLIONS DE JEUNES RESENTENT DANS LA GALERE	6
- LA FESCI : UN APPAREIL QUI RANCONNE EN TOUTE IMPUNITE	6 - 7
- LES RICHES ET LES BANQUIERS NE VEULENT PAS VOIR LA MISERE QUE LEUR SYSTEME ENGENDRE	7
- ENTRE MAMADOU KOULIBALY ET DESIRE TAGRO LE LINGE SALE NE SE LAVE PLUS EN FAMILLE !	8
- PORT AUTONOME : LE MEPRIS ET LA PROVOCATION DES AUTORITES PUBLIQUES ET DU PATRONAT ENVERS LES DOCKERS	9
- GHANDOUR : UN PARFUM D'EXPLOITATION	9 - 10
<u>DARLING :</u> POUR CAUSE DE GROSSESSE, UNE JOURNALIERE LICENCIEE	10

Le pouvoir

SIX

travaux

18 300 000

19 193

17 000 000

L'émigration des travailleurs des travaux agricoles (Kali) pour la construction de ponts de la classe nationale

PAGES	SOMMAIRE
	INTRODUCTION
3	COÛTE L'ÉCONOMIE EN RAISON DE SON ÉTAT DE PROGRESSES D'UN CÔTÉ, MISERIE DE L'AUTRE
4	QUE VAIENT-ILS À PROPOSER? LES PROPOSÉS, DONNÉS EN 1954 PAR LES CABANES DE FOURMILIER ET LA FAMILLE
5	GREVE DANS L'AMÉRICAINEMENT PRIMIERE
6	UNOCCUPATIONNEMENTS
6	IL EST INADMISSIBLE QUE LES HOMMES DE JEUNES RESTENT DANS LA CALÈRE
7	LA RESSONNANCE DU MARCHÉ EN TOUTE PART
7	LES RICHES ET LES PAUVRES NE VEULENT PAS VOIR LA MISÈRE QUE LEUR SYSTÈME ENCORE
8	ENTRE MARCHÉ ET MARCHÉ EN TOUTE PART
9	PORT AU TOUVER: LE MARCHÉ ET LA PROVOCACTION DES AUTOMATES
10	CHANGEMENT: UN FAISSEUR EN TOUTE PART
10	POUR UNE CLASSE DE GROSSESSES: UNOCCUPATIONNEMENTS

**COUPE DU MONDE EN AFRIQUE DU SUD :
ETALAGE DE RICHESSES D'UN COTE, MISERE DE L'AUTRE**

Pour la préparation de la coupe du monde, l'Afrique du Sud a dépensé environ 3000 milliards de francs CFA. Ce qui représente 3 fois le budget annuel d'un pays comme le Burkina Faso. Les commentateurs à la radio, à la télé et dans les journaux, ne manquent pas d'occasion pour chanter les louanges de ce pays « *arc-en-ciel* » où tout le monde serait, à les entendre, heureux et unis depuis la fin de l'apartheid. Ce qui est, bien entendu, un mensonge.

Avec la fin de l'apartheid, le riche noir peut fréquenter les mêmes lieux que le riche blanc. Il peut, par exemple, aller pisser dans le même urinoir que ce dernier. Il peut aussi habiter le même quartier que ce dernier. Par contre, pour les pauvres, pour les ouvriers, pas grand-chose n'a changé. Ils continuent à vivre, comme par le passé, dans les townships ou dans de nombreux bidonvilles qui entourent les grandes villes Sud-Africaines. L'apartheid social est là !

Comme en Côte d'Ivoire, mal en prendrait, par exemple, à un enfant de Derrière-rails de venir trop traîner dans un des quartiers chics d'Abidjan. Les chiens, les vigiles et autres corps habillés qui gardent ces quartiers les chasseraient assez vite. Bien sûr, ce n'est pas par sa couleur de peau qu'ils le reconnaîtront comme un enfant de Derrière-rails mais par d'autres critères qui le mettraient dans la catégorie de pauvre, d'indésirable, d'étranger !

En Afrique du Sud, l'apartheid, c'est-à-dire la ségrégation raciale officielle, n'existe plus. Mais l'écart entre riches et pauvres est encore

plus grand que du temps où il était en vigueur parce que, entre temps, les riches sont devenus encore plus riches et les pauvres, majoritairement noirs, encore plus pauvres. Comme en Côte d'Ivoire, le pays regorge de richesses. Mais ce sont exclusivement les riches qui en jouissent.

Le régime de l'ANC, que ce soit sous Mandela ou ses successeurs, est là pour défendre les intérêts des riches, blancs et noirs, contre les pauvres. Le pouvoir en place a trouvé l'argent nécessaire pour organiser la coupe du monde parce qu'elle permettra aux riches d'empocher plusieurs milliards de francs. Par contre, ce même pouvoir ne trouve rien pour sortir les pauvres des bidonvilles et améliorer leur sort.

Dans ce système capitaliste, partout dans le monde, en Afrique du Sud comme en Côte d'Ivoire, ce ne sont pas les richesses qui font défaut. Les richesses sont bien là. Mais elles sont accaparées par la classe riche qui dispose d'un appareil d'Etat dans chaque pays pour défendre ses intérêts. Les hommes politiques qui se succèdent au pouvoir sont à son service. Ils sont remplacés comme n'importe quel salarié lorsque celui-ci ne fait plus son affaire. Voilà pourquoi rien de fondamental ne peut changer pour les pauvres, pas plus en Afrique du Sud, qu'en Côte d'Ivoire, tant que les travailleurs et les classes pauvres attendront des partis politiques et des hommes qui se succèdent au pouvoir les changements nécessaires.

QUE VALENT DES RESPONSABLES QUI NE SONT MEME PAS CAPABLES DE FOURNIR DE L'EAU POTABLE À LA POPULATION?

En Côte d'Ivoire, l'eau potable est un réel problème. D'abord, la majorité de la population n'en bénéficie pas, 50 ans après l'indépendance. Et l'eau qui sort des robinets laisse à désirer. Pourtant, dans ce pays, les fortunes des riches s'étalent au grand jour, et le seul budget de la présidence friserait les 100 milliards de francs par an ! Même dans la ville d'Abidjan, officiellement, 30% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Quand aux villages, peu en bénéficient. D'ailleurs, même quand il y en a, ce sont les femmes qui vont la chercher jusqu'à la fontaine, ajoutant une corvée de plus à leur tâches quotidiennes. Ensuite l'eau est stockée dans des fûts et bidons pas toujours adaptés et dans des conditions d'hygiène douteuse car les gens n'ont pas les moyens de faire autrement.

Mais qu'importe, puisque les piscines de villas cossues d'Abidjan ne manquent pas d'eau et que les riches eux-mêmes ne boivent pas l'eau de robinet mais l'eau vendue dans les bouteilles. Et tant qu'à faire, de préférence, l'eau mise en bouteille venue de France !

Il existe pourtant dans ce pays un organisme gouvernemental appelé Office national de l'eau potable (Onep). Mais quel est donc son rôle ? On apprend par la voix de son Directeur Général qu'aucun investissement n'a été réalisé dans le domaine de l'eau potable depuis 30 ans. Même pas les investissements indispensables pour le remplacement et le renouvellement

des ouvrages. Comment donc s'étonner que l'eau dans les robinets soit souvent de couleur suspecte ? Comment s'étonner que l'eau soit contaminée par des excréments humains comme l'a révélé deux fois la presse ces derniers temps parce que des gens ont exprimé leur colère ! Comment, donc, croire ce Directeur de l'Onep quand il affirme catégoriquement que l'eau d'Abidjan n'est pas contaminée par des déchets toxiques ? Comment croire le DG de la Sodéci quand il disait que le problème des excréments sortis des robinets était purement accidentel !

Ce Directeur de l'Onep dit qu'il suffirait pourtant seulement de 650 milliards d'investissement pour amener l'eau à 80% de la population, y compris en renouvelant les ouvrages.. Ces 650 milliards représentent peu de chose au regard du budget annuel de la Côte d'Ivoire qui est de 2500 milliards. En 30 ans, les pouvoirs successifs n'ont pas été capables de débloquent cette somme !

Ces gens sont bons uniquement pour défendre les intérêts des riches et pour venir inaugurer à grandes pompes des réalisations, pour faire croire qu'ils font quelque chose. Or, ils sont les premiers à détourner l'argent public.

Quant à la Sodéci, dont le propriétaire n'est autre que Bouygues ses bénéfices coulent à flot mais la qualité du service laisse à désirer.

L E U R S O C I E T E

GREVE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Le MIDD (Mouvement des Instituteurs pour la Défense de leurs Droits) observe, depuis le 1er juin dernier une grève illimitée. Ce, pour exiger entre autres les paiements du reliquat des primes contributives de logement, les bonifications indiciaires et le paiement du rappel du Cap 2009 et 2010.

C'est bien le 09 avril dernier que le préavis de grève a été déposé. Le président Laurent Gbagbo avait alors reçu les instituteurs dans le courant de la dernière semaine d'avril et leur avait promis de se pencher sur leur cas avant la fin du mois de mai. Depuis, « *Aucun ministre ne nous a reçus pour échanger, encore moins les collaborateurs du chef de l'Etat. Nous estimons que c'est du mépris pour notre corporation* », a déploré M. Komoé, secrétaire général du MIDD.

A la fin donc du mois de mai, le MIDD a relancé son mot d'ordre de grève, les rencontres avec le ministre n'ayant pas pu aboutir à sa levée. Malgré une campagne de dénigrement orchestrée contre le MIDD. Le mouvement de grève a trouvé quand même un écho favorable auprès des instituteurs. Cette grève en cette période compromet les compositions de passage des classes de CP1 au

CM1 et le CEPE pour le CM2. Devant la perspective d'une année blanche, le ministre de l'Enseignement Primaire et de la Formation de base, Gilbert Bleu Lainé a formulé de sévères mises en garde contre ceux qui tenteraient de perturber les compositions de fin d'année. Mais cela n'a point fait fléchir les instituteurs grévistes. Les piquets de grève ont souvent tourné à la bagarre entre les grévistes et les non grévistes.

Le samedi 12 juin, une rencontre avec la primature a abouti à de nouvelles promesses. Le lendemain dimanche doit être organisé une AG du MIDD pour décider de la suite à donner aux propositions de la primature. Au lancement de la grève le secrétaire du MIDD disait : « *Nous avons fait assez de concessions. Il faut que nos revendications essentielles soient une fois pour toute satisfaites* ». On ne sait encore rien de la teneur des propositions de la primature, mais les jours à venir ne manqueront de nous les révéler. Mais quelle que soit la décision qui sortira de l'AG d'aujourd'hui, ce mouvement nous aura appris que c'est grâce à notre combativité que les tenants du pouvoir, tout comme les patrons, prêtent une oreille attentive aux revendications.

L'OBSCURANTISME TUE !

Dans la sous-préfecture de Sakassou, un féticheur sous prétexte d'exorciser un village a provoqué

l'empoisonnement d'une centaine de gens et la mort d'une personne.

L E U R S O C I E T E

Il avait concocté une mixture que tout le monde devait boire y compris lui. Elle devait permettre selon lui de démasquer tous les prétendus « sorciers » malfaisants. Mais 30 minutes à peine après l'avoir bu, le féticheur a commencé à souffrir de maux de ventre. Il a bu l'antidote et a fui le village laissant les autres en proie aux douleurs.

106 personnes ont été intoxiquées et une personne malheureusement en est morte. Il

aurait pu avoir plus de morts si les gens n'avaient pas été évacués vers un centre de santé.

Les féticheurs, les marabouts, les soi-disant guérisseurs ou autres sorciers, font partie de tous ceux-là qui profitent de l'ignorance et de la crédulité des gens pour leur soutirer de l'argent. Pire, ils détruisent des vies par des accusations mensongères. Ce sont des parasites qu'il faut combattre et qu'il faut empêcher de nuire.

IL EST INADMISSIBLE QUE 4 MILLIONS DE JEUNES RESTENT DANS LA GALERE

Selon l'AGEPE (Agence pour la Promotion de l'Emploi), près de 4 millions de jeunes sont sans emploi. Ce chiffre est certainement en dessous de la réalité. Chaque année, ce sont des milliers de jeunes qui sortent des différentes écoles. Cela sans compter que les entreprises ont beaucoup licencié ces dernières années. Mais en plus, il y a tous ceux qui font des boulots précaires, qui leur permettent à peine de vivre. Eux ne sont pas comptabilisés dans les statistiques.

Comme solution au chômage, l'AGEPE propose un partenariat avec les entreprises pour accorder des « stages » à ces jeunes. Mais les entreprises n'ont pas attendu l'AGEPE pour prendre des jeunes pendant 1 ou 2 ans sans salaire sous prétexte qu'ils sont toujours en « stage ». C'est de la main d'œuvre à l'œil !

Quant à l'Etat, il n'offre aucune perspective. Bien au contraire, lui-même cherche à réduire les effectifs malgré l'insuffisance de personnel dans les secteurs publics.

LA FESCI : UN APPAREIL QUI RANCONNE EN TOUTE IMPUNITE

La Fesci continue de commettre des exactions sur les étudiants comme sur la population. Avec le temps, ce syndicat s'apparente de plus en plus à une organisation mafieuse.

Dans la cité universitaire de Port-Bouët, des étudiants sont menacés d'être délogés de leur chambre s'ils ne répondent pas aux exigences de la Fesci. En effet, après l'installation d'un nouveau bureau, les nouveaux maîtres de la cité

L E U R S O C I E T E

demandent à certains étudiants de payer 5000 f de plus que le loyer officiel sous peine de leur retirer la chambre.

Le champ d'action de la Fesci ne s'applique pas qu'en milieu scolaire et universitaire. Les vendeurs du marché face au Lycée Moderne Nangui Abrogoua à Adjamé, paient en plus des taxes de la mairie, de l'argent à la Fesci. Une jeune vendeuse qui a refusé de s'exécuter a été violemment prise à partie par le responsable encaisseur. Elle n'a pu conserver sa place et ses marchandises que grâce aux interventions des autres vendeurs.

Au terminus du bus de Gesco à Yopougon, la fesci s'est installée pour

soi-disant instaurer l'ordre. Elle confectionne des stickers qu'elle vend aux usagers de la Sotra. Il s'agit de passe-droits permettant de ne pas de faire le rang pour monter dans le bus. Le tarif est de 1000 francs par mois et par personne.

Ainsi, la Fesci rançonne les gens sous l'œil complice du gouvernement qui ne fait rien pour mettre fin à ces exactions. Les dirigeants de ce syndicat sont protégés par les autorités politiques de ce pays et par le FPI parce que la Fesci peut encore servir leurs basses besoins en cas de besoin.

LES RICHES ET LES BANQUIERS NE VEULENT PAS VOIR LA MISERE QUE LEUR SYSTEME ENGENDRE

Avant la tenue de l'assemblée annuelle de la BAD, les autorités gouvernementales ont lancé une campagne de déguerpissement de tous les marchands installés au bord des rues.

Le Maire de la commune de Cocody, sur la chaîne de la télévision RTI, affirme qu'il fallait montrer une belle image de la Côte d'Ivoire et surtout de la commune qui reçoit l'assemblée de la BAD.

Il a donc procédé à la destruction de toutes les baraques qui servent de lieu de vente. Les vendeurs de fruits, les restauratrices et les gens de petits métiers installés aux abords

des routes ont vu leur lieu de travaux détruits par les agents de la mairie escortés par la police. Par la même occasion, il a mis sur pied une brigade pour pourchasser les mendiants et handicapés installés aux feux tricolores.

Au Plateau ce sont toutes les gares de woro-woro qui ont été supprimées au mépris des travailleurs qui les empruntent. Tout cela pour présenter aux participants de l'assemblée annuelle de la BAD une Côte d'Ivoire sans misère.

Cacher la misère ou l'éloigner des yeux ne la fait pas disparaître !

L E U R S O C I E T E

ENTRE MAMADOU KOULIBALY ET DESIRE TAGRO LE LINGE SALE NE SE LAVE PLUS EN FAMILLE !

Toute la presse nationale parle ces derniers temps de l'affaire « Mamadou Koulibaly - Désiré Tagro », tous les deux, membres du FPI. Le premier est président de l'Assemblée nationale et le second, ministre de l'Intérieur.

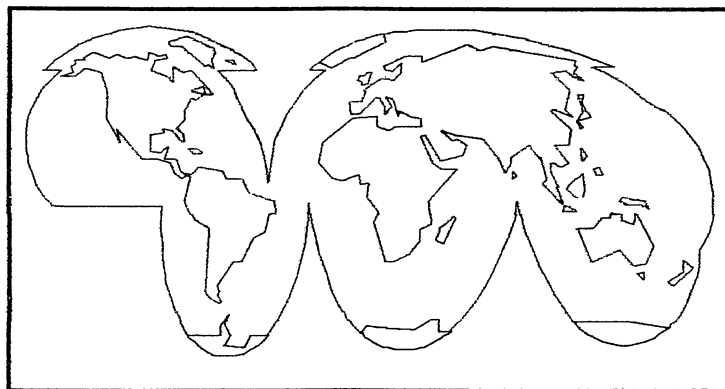
Tout a commencé lors d'une conférence publique donnée le 2 juin dernier par Mamadou Koulibaly, où il attaque Désiré Tagro. Il attribue à ce dernier l'échec des Accords de Ouaga. Il dénonce également la tricherie dans les concours administratifs, dans laquelle est impliqué Tagro. En effet, pour le concours d'entrée à la police, Désiré Tagro a été pris la main dans sac. Il a intégré des jeunes de sa région. En conclusion, Mamadou

Koulibaly dit que le ministre de l'Intérieur devrait démissionner et qu'il faudrait une enquête parlementaire pour tirer au clair cette histoire de fraude.

Il faut dire que ce n'est pas la première fois que Mamadou Koulibaly tient ce genre de propos. Il veut passer pour le "Monsieur propre" du FPI.

En réalité, Ce qui fait courir les Mamadou Koulibaly et consorts, c'est de capitaliser le mécontentement populaire actuel pour se positionner par rapport à ses concurrents. Jusqu'ou ira cette guéguerre teintée de démagogie entre ces caïmans assoiffés de pouvoir?

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PORT AUTONOME : LE MEPRIS ET LA PROVOCATION DES AUTORITES PUBLIQUES ET DU PATRONAT ENVERS LES DOCKERS

La lutte des travailleurs du port a connu un nouvel épisode : la réouverture, une fois de plus, des négociations pour la "réévaluation" de la situation des travailleurs. Mais à peine ces négociations entamées qu'un incident vient y mettre un frein : l'arrestation de quatre membres du principal syndicat, le CNDD, suite à une bagarre avec des "loubards" envoyés certainement par le patronat. Plutôt que de faire face aux revendications des travailleurs, le patronat comme c'est son habitude, use de subterfuges pareils pour démoraliser les travailleurs et de casser toute tentative de mobilisation.

Cela fait près de deux ans que les dockers sont en lutte pour la réévaluation de leur situation salariale. Si jusqu'à présent aucune solution n'a été trouvée à leur problème, c'est tout simplement une aberration. Le port d'Abidjan, comme le disent les tenants du pouvoir, est "le poumon de l'économie ivoirienne". Il l'est plus encore actuellement car il réalise des records de tonnage comme jamais auparavant. Les affaires marchent

pour le patronat qui empêche d'énormes profits. Dans ces circonstances, la logique aurait voulu que les travailleurs aient une part plus grande de cette manne qui n'est rien d'autre que le fruit de leur travail. Or, dans cette société d'exploitation ce sont les profits des capitalistes qui priment sur l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Jamais ces gens-là ne céderont de gaieté de cœur la moindre augmentation de salaire de ceux grâce au travail desquels ils s'enrichissent.

Mais l'histoire récente de la lutte des dockers a montré que quand le port est arrêté, et que l'argent ne rentre plus dans la poche du patronat, les choses bougent. Mais une fois que les travailleurs retournent travailler, que le port tourne à nouveau et que l'argent rentre, le patronat et le gouvernement tournent les travailleurs en dérision.

Qu'ils continuent donc de provoquer et de mépriser les travailleurs. Ils finiront peut-être par récolter la grande colère qu'ils méritent.

GHANDOUR : UN PARFUM D'EXPLOITATION

La « Nouvelle Parfumerie Ghandour » est une entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle fabrique des parfums et des produits cosmétiques. Elle emploie environ 1000 travailleurs dont la majorité sont des journaliers à l'instar

de toutes les entreprises de cette zone.

Les patrons y font la pluie et le beau temps. Le travail est particulièrement pénible. Si d'aventure, le patron surprend un ouvrier en train de se reposer, même si ce dernier a

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

fini sa production, c'est le retrait immédiat de sa carte de pointage et le renvoi automatique.

Dans certaines sections, les travailleurs sont contraints de faire des heures supplémentaires obligatoires. Cela peut aller jusqu'à 3 heures en plus des heures normales, soit 11 heures de travail par jour. Pour les

journaliers, ces heures sont payées en heures normales.

Cette situation des ouvriers de Ghandour n'est pas une exception mais la règle dans cette Zone industrielle. Il va falloir qu'on s'y mette tous ensemble pour que la peur change de camps.

DARLING : POUR CAUSE DE GROSSESSE, UNE JOURNALIERE LICENCIÉE

Voici l'histoire révoltante d'un licenciement abusif qui se passe à Darling, une entreprise de fabrication de mèche de cheveux, située dans la Zone Industrielle de Yopougon.

En effet, cette femme licenciée avait à son compte plus de 8 ans d'ancienneté. Pendant ces 8 années, elle a trimé fort, travaillé sans arrêt. Elle n'a jamais eu droit à un congé ni autres avantages. Pire, après les 8 ans, elle n'est toujours pas embauchée. C'est dans ces conditions de précarité qu'elle est tombée enceinte. La direction informée de cette situation a ordonné son renvoi. Cette décision du patron a révolté l'ensemble des travailleurs et immédiatement les délégués ont rencontré la Direction de l'usine. Mais cette dernière a décliné sa responsabilité dans cette affaire. Sous la pression des travailleurs, le Directeur des Ressources Humaines a contacté ses supérieurs et ceux-ci ont accepté de recevoir les délégués pour leur donner des explications

Mais que peut apporter une rencontre entre la direction et les délégués si cela n'est pas appuyé par un arrêt de travail ? Evidemment, le directeur, comme il a l'habitude de le faire, leur dira que cette femme est une journalière et que la loi lui permet de se séparer d'un travailleur journalier quand il le veut.

Le système de journalier est un cadeau fait au patronat par le gouvernement, il y a une quinzaine d'année. Et depuis, les journaliers constituent une main d'œuvre sans protection et corvéables à merci, renvoyés au bon vouloir du patronat.

L'histoire révoltante de cette ouvrière de Darling n'est pas seulement l'histoire des ouvrières de la Zone Industrielle de Yopougon, c'est aussi l'histoire de tous les ouvriers. Ces travailleurs dits « journaliers » constituent aujourd'hui la grande majorité des travailleurs de la Zone Industrielle de Yopougon. Ensemble, ils représentent une force considérable. Ils peuvent changer le cours de l'histoire !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation